

# L'ÉPOQUE EST-ELLE FASCISTE ?



Editions des bouilles



L'ÉPOQUE EST-ELLE FASCISTE ?



# **L'ÉPOQUE EST-ELLE FASCISTE ?**

Publié à l'occasion du  
Printemps 2 Sivens, avril 2015

Éditions des bouilles



---

## Sommaire

1. Parti pris, p. 9
  2. Histoire véridique de quelques évènements survenus autour de la ZAD du Testet (pour qu'on en puisse juger du caractère), p. 13
  3. À l'origine du fascisme, p. 24
  4. Religion et fascisme, p. 34
  5. Points communs entre l'état d'esprit qui hier comme aujourd'hui prédispose au fascisme : frustration et confusion, p. 40
  6. Méthodes fascistes au sein et au service des démocraties libérales, p. 48
  7. La gouvernance contemporaine, p. 56
  8. Conclusions, p. 66
- Annexe. Annonce constitutive de *Tant qu'il y aura des bouilles*, p. 72
- Éléments de bibliographie, p. 74

*Je ne dispute jamais du nom,  
pourvu qu'on m'avertisse du sens qu'on lui donne*

Blaise Pascal



---

## Parti pris

Nous avons été nombreux ces dernières semaines à user du terme *fascisme* pour évoquer l'actualité récente autour de la ZAD du Testet. C'est ce vocable qui venait spontanément à l'esprit pour décrire les agissements complémentaires des forces de l'ordre officiel (autorités politiques et médiatiques, police, gendarmerie, appareil judiciaire,...) et des milices occupées à terroriser et saper la résistance au projet de barrage sur le Tescou.

Dans nos Assemblées générales cependant des voix se sont régulièrement élevées pour dire que le terme *fascisme* n'était pas employé à bon escient et qu'il introduisait une confusion susceptible de discréditer nos analyses et propos. Dans les affrontements politiques *fasciste* est facilement employé à tort et à travers pour faire injure à son ennemi.

Pour dépasser cette controverse nous nous sommes donc proposés de revenir sommairement sur l'histoire du fascisme afin de voir ce que le terme désigne et s'il s'applique à la situation qui prévaut par ici ; dans quelle mesure cette situation ressemble et diffère de celles des époques que l'histoire a qualifiées de fascistes ?

Nous n'ignorons pas la difficulté de ce travail qui aurait pu nous occuper des années, car comme le dit Emilio Gentile : *près d'un siècle après son apparition comme protagoniste de l'actualité politique, le fascisme semble être encore un objet un peu mystérieux, qui se dérobe à tout essai de définition historique claire et rationnelle, nonobstant les dizaines de milliers de livres, d'articles et de débats qui ont été et continuent de lui être consacrés. Mais s'agissant de fournir une contribution pour aider la lutte*

en cours, il nous fallait ne pas trop étendre nos délais de production quitte à rendre un ouvrage qui ne répondra pas aux normes d'une thèse académique et comprendra éventuellement quelques raccourcis et approximations.

Définir le fascisme c'est avant tout en écrire l'histoire. Le comprendre c'est avant tout revenir à la nature des sociétés modernes et éventuellement à quelques-uns de ses fondements les plus puissants. Et enfin c'est réexaminer notre actualité à l'aune de ces considérations.

Ce qui nous importe donc c'est de pouvoir saisir l'essence et les rouages de notre actualité historique et de décrire cette réalité de la manière la plus juste possible – le débat sur la pertinence de l'usage d'un mot n'a de sens qu'à cet égard. Aucun mot au demeurant ne saurait en lui-même suffire à décrire une nouvelle situation historique par définition inédite, c'est d'ailleurs pourquoi il n'y a pas *un* fascisme mais *différents* fascismes, aux formes singulièrement diverses et variées.

Nous avons opté pour notre contribution à cette double compréhension (celle générale de la société contemporaine et celle d'un phénomène qui selon les lieux et les époques resurgit de façon plus ou moins tangible) à livrer pour commencer un résumé de ce qui fut vécu sur et autour de la ZAD du Testet. Les informations qui y sont relatées par ceux qui ont vécu de très près cette histoire se veulent factuelles ; on croit pouvoir affirmer que pour le lecteur désireux d'être éclairé, notre relation des faits est incomparablement plus fiable que ce qui a été dit par les organes de presse, le pouvoir politique local ou national et certains leaders d'organisations syndicales.

Nous nous sommes ensuite attachés à énoncer sommairement ce qui fut désigné comme *fasciste* depuis l'introduction de ce terme dans l'Italie des années 1920. Nous avons admis l'idée que le fascisme qui pour ses adeptes est une idéologie se donnant pour but la construction d'une société placée sous le signe d'une forte cohésion, n'était pas sans rapport avec le fait religieux qui lui aussi est une façon de relier les populations dans un cadre de croyances imposées à tous. Quelques considérations sont ainsi proposées pour instruire ce rapprochement entre fascisme et religion.

En nous attardant ensuite sur le milieu paysan nous avons cherché à travers ce cas particulier ce qui pouvait activer les ressorts du fascisme.

Le terme de fasciste étant employé tant pour désigner un régime de gouvernement, qu'un mouvement ou encore certaines méthodes, nous avons voulu porter notre attention sur ce qui au sein des démocraties libérales se rapportait à des méthodes fascistes.

Les événements du Testet n'étant évidemment pas isolés de la logique de l'ordre en place, nous avons tenté de caractériser la nature de cet ordre afin de voir comment il parvenait à s'accommoder du phénomène fasciste ou à s'en défendre. Pour cela nous avons rassemblé quelques représentations du monde contemporain qui nous semblaient pertinentes.

Le fascisme s'avère insaisissable en dehors des considérations sur l'histoire de notre société et est finalement inextricablement mêlé à sa nature profonde. La lectrice ne s'étonnera donc pas de certains détours et de ce que nous paraissions parfois nous écarter de notre sujet.

Une conclusion cherche à tirer profit de ces rapides réflexions pour mieux nous repérer dans ce qu'il semble possible d'opposer à ce à quoi nous nous trouvons confrontés. Un appel est lancé à toutes celles qui sont

déterminées à se mobiliser dans cette résistance qui est également le projet de reconstruire, partout où cela est envisagé, des principes et modalités de vie qui nous satisfassent.

---

## Histoire véridique de quelques événements survenus autour de la ZAD du Testet

(Pour qu'on en puisse juger du caractère)

À la différence des autres chapitres de notre étude, tout ce dont il est question dans cette relation des événements du Testet (lieu-dit de la forêt de Sivens) a été directement vécu par les occupants de la zone et les membres du collectif *Tant qu'il y aura des bouilles*. Ces informations de première main sont extraites d'un document plus exhaustif qui n'a pas sa place ici mais se trouve à la disposition de quiconque désire s'instruire plus complètement de la répression subie par notre collectif entre les mois de janvier 2014 et mars 2015.

Nous n'ignorons pas que la nature de ce qui est relaté ressemble à certains égards aux situations vécues à la périphérie des grandes villes françaises par d'autres populations. Il n'entre pas dans nos intentions de nous offusquer d'un sort qui accable donc tout ce qui gêne le pouvoir dominant, notre mouvement n'étant au demeurant pas organisé pour se plaindre, même si individuellement chacun est resté libre d'entreprendre les démarches paraissant appropriées. Nous nous contentons d'accompagner nos camarades dans les multiples procédures et condamnations auxquelles ils doivent faire face.

Nous rappelons que l'occupation de la zone humide du Testet a débuté en octobre 2013 à l'initiative de quelques habitants de la région qui se sentaient plus responsables de la défense du vivant que de la

prospérité de certaines affaires douteuses (on trouvera en annexe le communiqué appelant à cette occupation). Jusqu'au printemps 2014 l'occupation a été le fait de ces habitants puis devant l'imminence de la destruction et les trop faibles forces disponibles localement pour l'empêcher, un appel à venir soutenir la défense de cette zone a été lancé. Grâce à cet élargissement de la résistance les travaux n'ont pu commencer avant le 1<sup>er</sup> septembre 2014, date à laquelle en quelques journées sinistres la zone humide a été ravagée avec le soutien d'un important dispositif militaire, en partie venu d'outre-mer. En octobre, à la suite d'un nouvel appel national à réoccuper la zone, plusieurs milliers de personnes affluent pour réoccuper la zone. Le 25 octobre Rémi Fraisse a été tué. Dans les jours qui suivirent, l'ampleur de l'émotion suscitée par cette affaire et la détermination des opposants ont obligé le pouvoir exécutif à imaginer une nouvelle stratégie pour neutraliser l'opposition. C'est essentiellement de cela qu'il est question ici.

La constitution d'une frange armée clandestine violente, bénéficiant de complicités bien placées, au service de la construction du barrage de Sivens, n'est pas un fait nouveau. Des responsables de l'AVET (Association vie eau Tescou) ont depuis le début de l'occupation, tenté plusieurs fois d'intimider et de provoquer les occupants sur site, sans succès. La FDSEA (Fédération départementale du syndicat des exploitants agricoles) du Tarn, au cours de l'automne 2013 avait déjà publiquement justifié les méthodes brutales employées contre les occupants dans sa presse en les qualifiant de « terroristes » et en prévenant qu'elle mobiliserait ses adhérents sur site pour protéger le chantier. Un commando d'individus cagoulés – dont un agriculteur Lislois, L.V., qui fait partie des 19 futurs éventuels

bénéficiaires du projet de barrage – avait déjà attaqué la Métairie Neuve (ferme désaffectée, propriété du Conseil général (CG) du Tarn qui fut la première base de l'occupation) le 23 janvier 2014, bousculant et intimidant deux jeunes femmes présentes. La ferme avait été saccagée : portes, volets, fenêtres et installation solaire photovoltaïque brisées à la hache. Pour parfaire le saccage, un puissant répulsif à gibier était répandu sur les affaires des occupants et sur les murs, rendant le lieu inhabitable plusieurs semaines. Le père de L.V. aurait longtemps milité au SAC (Service d'action civique), mouvement d'extrême droite dissous de longue date, de quoi sans doute donner des idées au fiston. Le 27 février 2014 déjà, la préfecture avait collaboré avec un autre des 19 agriculteurs bénéficiaires du projet de barrage pour expulser une première fois la ZAD : S.L. au volant de son tracteur avait aidé à cette opération en s'en prenant notamment aux caravanes des occupants.

L'élection d'une municipalité ouvertement pro-barrage à Lisle-sur-Tarn, commune sur laquelle se situe le projet, puis le début des travaux en septembre 2014 ont aggravé la propagande et l'action contre les nouveaux habitants de la vallée. Nommée adjointe de Marilyne Lherm (maire qui cumule son mandat avec celui de conseiller général et avait voté au CG pour le barrage), Pascale Puibasset (secrétaire de l'AVET, compagne d'un autre des hypothétiques bénéficiaires) prend le dossier Sivens en charge et commence à répandre la calomnie. Elle fait notamment le tour des habitations voisines de la ZAD pour monter les paysans et riverains contre les occupants. Apparaît dès lors la thèse du conflit entre occupants et riverains, qui est abondamment relayée par le Conseil général du Tarn et les médias de masse, *La Dépêche du Midi* en tête. L'ampleur de ce prétendu conflit est largement exagérée, notamment par les

membres de l'AVET qui n'ont de cesse de mettre de l'huile sur le feu. Aucune légende inventée de toute pièce pour alimenter les fantasmes et manipuler les esprits n'est trop outrancière ; on entend par exemple que des pièges à loup auraient été cachés dans la forêt, des corps humains ou des fœtus enterrés dans les fossés. Toutes ces rumeurs sont relayées par la mairie de Lisle-sur-Tarn auprès des habitants et dans les hautes sphères puisque la mairesse qui n'hésite pas à se faire passer pour la porte-parole de la population, proche du terrain, va colporter ces mensonges jusqu'au cabinet de Ségolène Royal.

L'intensité des affrontements sur zone en septembre 2014 – opposant les occupants et la gendarmerie, notamment le PSIG local (Peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie) – est également instrumentalisée pour laisser croire que les occupants agressent et terrorisent les riverains. Pourtant, aucune violence de ce type contre le voisinage n'a jamais eu lieu.

Dans la nuit du 12 au 13 septembre 2014, un guet-apens est organisé par les pro-barrage suite à une accusation mensongère selon laquelle les volatiles d'une exploitation voisine auraient été libérés par les zadistes. Suite à une fausse information concernant une attaque sur la ZAD, des occupants venant à la rescousse se font bloquer à la ferme des faisans. 50 pro sont présents, dont certains figuraient déjà dans le commando de la Métairie. Ils attaquent les occupants avec des cailloux, cocktails molotov et les aspergent de bombe au poivre. Un des 13 occupants présents se fait tabasser par les pro, puis arrêter par le PSIG qui a assisté au passage à tabac sans même relever l'identité des agresseurs. Les 12 autres militants sont traqués toute la nuit dans la forêt par les pro en quad ou avec leur chien de chasse.



Ultérieurement, l'enquête de gendarmerie disculpera les occupants.

Durant l'automne 2014, suite au rapport des experts mandatés par le ministère de l'Écologie, rapport qui critique sérieusement le projet initial, le discours change : les milices ainsi que la FNSEA et le CG argumentent de la nécessité d'expulser la zone au nom du respect de la loi. P. Bardy de la FDSEA du Tarn déclare par exemple lors de la manifestation républicaine pro-barrage organisée à Albi mi-novembre : « Ce ne sera pas la manifestation des pro-barrage contre les écologistes, mais celle du ras-le bol contre les « zadistes », des mercenaires venus de partout, qui utilisent la violence contre un projet qui a suivi un processus démocratique » et Philippe Jouglas, président de la FDSEA 81, d'annoncer dans le *Paysan Tarnais* que « la Fédé n'hésitera pas à envoyer ses troupes pour expulser *manu militari* les occupants ». D'un combat pour le barrage, on passe à un combat contre les occupants, tour à tour qualifiés de zadistes, pelluts (chevelus en occitan), étrangers, parasites, terroristes, etc. Les pouvoirs publics sont accusés de laxisme – S. Royal avait demandé au CG de prendre une décision avant toute expulsion. La préfecture, sous pression, va jusqu'à rencontrer une délégation des occupants, pour réfléchir à un « retour à la normale de manière concertée », et tenter de les convaincre que la situation va devenir ingérable s'ils ne partent pas... Déjà, le préfet avait affirmé qu'il n'était pas envisageable d'utiliser la force pour tempérer les velléités agressives des agriculteurs...

Le 1er février 2015, l'AVET organise le blocus de la ZAD pour empêcher la réunion hebdomadaire du collectif *Tant qu'il y aura des bouilles* (TQYB). Plusieurs routes sont bloquées qui ne mènent pas uniquement à la ZAD

(dont le croisement de la D32 et de la D132). À cette intersection, les pro menacent les militants et plaisantent avec les gendarmes concernant la légalité de ce blocage. Les membres de TQYB décident de se replier sur Gaillac pour se réunir. Plusieurs groupes d'individus voulant en découdre suivent le convoi. Une première échauffourée a lieu devant le domicile d'une militante. Elle est causée par des individus armés de battes de base-ball – un outil peu courant dans les fermes – qui laissent derrière eux des autocollants du MAS (Mouvement d'Action Sociale), mouvement groupusculaire d'extrême droite. Ces gens défoncent plusieurs véhicules, dont la camionnette d'un agriculteur, maire d'une commune du Sud du Tarn, et membre... de la FDSEA 81. À la recherche d'un "zadiste" qui aurait agressé un passant à l'arme blanche (on découvrira plus tard que "le passant", C.B., qui aura droit à une tribune d'une page dans *La Dépêche* est un militant notoire d'extrême-droite), des gendarmes insistent longuement à la sonnette de l'appartement où se rassemblent 30 membres du collectif TQYB. Armés, ils pénètrent dans l'immeuble, montent au 2<sup>e</sup> étage et exigent de rentrer dans l'appartement, ce que les militants refusent car aucun mandat n'est produit. Un jeune gendarme tente d'arracher le téléphone d'un opposant qui filme, un ami s'interpose entre eux et se fait menacer d'un pistolet électrique pointé à 50 cm du visage. Les militants, choqués, décident de se rendre à la gendarmerie pour demander des explications. Refus de communiquer et impossibilité de rentrer groupés pour déposer plainte. Seules les personnes qui ont subi des dégradations de leur véhicule peuvent entrer. Un autre commando de pro-barrages attaque alors devant la gendarmerie. Toujours armés de battes, les miliciens se distinguent cette fois par leur uniforme : un brassard orange et un pull-over sérigraphié « Brigade anti-pellut, soutien aux gendarmes de Sivens ». Les gendarmes ne

sortent pas malgré les appels. Lorsqu'ils finissent par arriver, ils s'en prennent aux sympathisants de la lutte et fraternisent avec les pro-barrages. Ils les laissent repartir sans contrôle d'identité, tout se passant comme s'ils savaient pertinemment à qui ils avaient affaire. Ce jour là, la mairesse de Lisle-sur-Tarn, Maryline Lherm, en campagne électorale avant les élections départementales, vient haranguer les foules pro-barrage avec son adjointe Pascale Puibasset. Ce même jour également, J.-M. Le Pen, sans que l'on en sache les motifs, déjeune dans un restaurant à proximité de la ZAD.

Si des complicités ponctuelles entre les forces de l'ordre et les pro-barrage étaient déjà avérées<sup>1</sup>, celles-ci vont se banaliser durant la semaine conduisant à l'expulsion de la ZAD du lundi 2 au dimanche 8 mars 2015. La stratégie du harcèlement et de la peur va faire son retour, avec cette fois la couverture officielle de la FNSEA, la préfecture ayant accepté la demande du syndicat de manifestations permanentes, jour et nuit, autour du site de Sivens.

Mardi 3 mars, l'image savamment construite par les médias – le bon agriculteur du cru protégé des assauts des violents « zadistes » par les valeureux gendarmes – est à nouveau contredite par les faits. Plusieurs dizaines de pro-barrages lancent un assaut sur la ZAD, les gendarmes mobiles ne les contiennent pas, ils ont l'air dépassé. Cette fois, les pros ne sont pas seulement armés de bâtons mais aussi de tronçonneuses et de pistolets tirant des fusées de détresse. Ils ne s'arrêtent plus à

1. Dès le 4 février, l'existence de collusions entre les milices et la gendarmerie de Gaillac est confirmée par des sources anonymes émanant des services centraux de la gendarmerie à Paris.

l'intimidation : ils visent la tête. Les affrontements causent un blessé à la main parmi les pro – S.L., un autre des 19 supposés bénéficiaires du projet de barrage – et deux blessés chez les occupants, dont une plaie ouverte à la tête. Par la suite, la presse ne mentionnera que la blessure de l'agriculteur. De même, la préfecture démentira l'existence de scènes de guérilla dans la forêt de Sivens : il existerait des tensions mais celles-ci seraient canalisées par les GM.

Mercredi 4 mars à 14 heures, environ 200 sympathisants de la lutte contre le barrage se rassemblent place de la Libération à Gaillac pour organiser un convoi alimentaire afin de ravitailler les derniers occupants des victuailles apportées par des habitants du coin, d'Aveyron ou d'Ariège. Les militants scandent "des poireaux, pas des fachos!". Vers 15h, au moment où les manifestants s'apprentent à partir groupés, les GM bloquent la place et empêchent le convoi de se mettre en route. Au même moment, 30 miliciens attaquent la ZAD, détériorent des cabanes et tentent de brûler une caravane dans laquelle se trouvaient des chiens. La colère s'empare des militants qui essaient de forcer le cordon de gendarmerie, certains se font maîtriser et isoler. D'interminables négociations commencent avec la mairie de Gaillac qui propose d'acheminer la nourriture avec une camionnette. Sceptiques, des opposants décident de le faire eux-mêmes avec une partie de la nourriture ; un convoi de 30 véhicules part finalement en fin de journée. Bien leur en prit : la camionnette de la mairie n'est jamais partie de la ville, des gendarmes de Gaillac refusant d'obtempérer et de lui ouvrir la voie jusqu'à la ZAD<sup>2</sup>.

Le convoi qui arrive groupé à la proximité de la ZAD ne peut pas rentrer, bloqué par les pros puis par les

2. Selon une source interne de la mairie de Gaillac.

GM. Les militants se dispersent par petits groupes pour tenter d'approvisionner malgré tout les occupants. Un convoi de 4 voitures se fait bloquer au lieu-dit Saint-Jérôme par une quinzaine de pro-barrages (armés de bâtons et piquets de clôture) qui ont déjà saccagé une voiture dans laquelle se trouvaient 4 jeunes occupants ; 2 gendarmes sont présents. Un camion réussit à prendre la fuite sans échapper à quelques coups de barre de fer, le reste du convoi est bloqué. Un militant sort de la voiture et est immédiatement propulsé dans le fossé, maîtrisé et menacé de mort. Les gendarmes ne bougent pas et n'essaient pas de tempérer les agresseurs. Alors que les militants tentent de partir pour éviter la confrontation, ils se font bloquer par une voiture. Un pick-up conduit par Laurent Viguière, secrétaire général de la FDSEA du Tarn, arrive en trombe, les pros déboulent sur une voiture, défoncent les vitres et le pare-brise, ils visent la tête des occupants du véhicule. Les gendarmes regardent impassibles et les laissent faire de même sur un deuxième véhicule. 6 des 15 agresseurs repartent dans le pick-up de Laurent Viguière sans que leur identité ne soit relevée par les gendarmes.

Les pros se distinguent par leur lâcheté et par la terreur qu'ils essaient de faire systématiquement régner. Le même jour, dans la forêt, ils agressent physiquement un couple de sexagénaires sympathisants de la ZAD et traquent pendant plus d'une heure une jeune occupante qui essaie de rentrer sur site. Ils menacent de tuer son chien mais, grands seigneurs, ils ajoutent « les gars, la tuez pas elle, c'est une fille ». Plus tard, alors que l'occupante perdue retrouve sa route à la lumière des fourgons de GM présents, elle constatera que les pros plaisaient avec les gendarmes. La stratégie est efficace, elle avouera plus tard « j'ai vraiment cru que j'allais mourir ».

Du vendredi 6 mars, jour de la délibération au Conseil général et de l'expulsion de la ZAD, plusieurs enseignements se dégagent. D'abord, la médiatisation importante et la mise en scène théâtrale de l'événement ont eu pour effet de donner une image propre de la gendarmerie et de l'État – qui contraste avec toutes les exactions commises par les GM et le PSIG en l'absence de médias ou de riverains. En effet, l'expulsion s'est passée dans le calme et sans bavure. Ensuite, la volonté d'invisibiliser et de réduire au silence la force du mouvement d'opposition, basée sur la coopération et la solidarité : les 21 interpellés mis en garde à vue suite à l'expulsion ont été emmenés dans des commissariats du Tarn éloignés de Sivens, distants les uns des autres. Deux opposants, coupables de ne pas s'être laissés tabasser par les pro-barrage, ont été interdits de présence et de circulation dans le département. Tous les expulsés ont été escortés par des fourgons de GM jusqu'à des entrées d'autoroute, dans l'espoir que les opposants retourneraient à Toulouse.

Ce jour-là, le simulacre de démocratie dans « l'État de droit » est encore manifeste : la justice n'avait jugé expulsables que certaines parcelles occupées, ce qui n'a pas empêché le préfet de prendre un arrêté pour pouvoir toutes les expulser. De même, la délibération du Conseil Général devait être attendue avant d'entreprendre l'expulsion mais celle-ci avait commencé « en douceur » tôt le matin.

Samedi, la ZAD temporaire de la place de la Libération à Gaillac, qui a fleuri durant la nuit, est à son tour expulsée et les occupants – interdits de se réunir à Gaillac – se retrouvent en assemblée entre Gaillac et Montans, en face de l'ancien camp d'internement pour femmes de Brens. De nombreux Gaillacois, non impliqués dans l'affaire Sivens, se plaindront de ne pouvoir rentrer

dans leur ville sous prétexte qu'ils ont des cheveux longs ou un look trop hippie. Le même jour, aux abords de la forêt de Sivens, des camions-bennes aux plaques d'immatriculation masquées évacuent les affaires des occupants de la ZAD, quatre personnes sont présentes dont C.B.. Les affaires brûlent sur la D32 en direction de Montauban. Quatre occupants accompagnés d'une voiture de journalistes arrivent pour prendre des photos de la scène, une opposante esquive un coup de pied en relevant les plaques d'immatriculation. 3 fourgons de GM arrivent et encerclent les sympathisants de la lutte. Un des quatre pyromanes, C.B., fait un signe à un gendarme haut-gradé qui se jette sur l'opposante qui filmaït, il la maîtrise et essaie de lui subtiliser son téléphone, celle-ci s'y oppose, il finit par lâcher. Plus tard, le même C.B. fouillera la voiture des "zadistes" sous les yeux bienveillants des gendarmes.

Dimanche 8 mars, un arrêté municipal interdit l'assemblée populaire prévue au lac de Lisle-sur-Tarn. Étonnamment, les pro-barrages peuvent ce jour-même festoyer autour d'un barbecue en bord de lac, ce qui confirme que cet arrêté est appliqué de manière discriminatoire. Les opposants, eux, sont contrôlés et priés de déguerpir, certains gendarmes avouent leur confusion : « Je reçois des ordres contradictoires de mes supérieurs, je ne comprends pas. Vous pouvez passer à vos risques et périls ».

---

## À l'origine du fascisme

Un siècle exactement sépare les événements que nous venons de relater des débuts du fascisme. L'expression « mouvement fasciste » était apparue en 1915 pour définir une association de type nouveau, formée de militants politiques libres d'esprit qui refusaient les liens doctrinaires et organisationnels d'un parti. Dans l'intervalle le fascisme s'est révélé, d'après l'historien Robert Paxton, *comme un phénomène général, la nouveauté politique la plus importante du 20<sup>e</sup> siècle – un mouvement populaire s'élevant à la fois contre le socialisme et contre l'individualisme libéral. (...)*

*Les succès fascistes dépendaient autant de leurs alliés et complices que des tactiques qu'ils employaient ou des qualités propres de leur mouvement. Chaque fois que les autorités publiques fermaient les yeux sur les actions directes menées contre les communistes ou les socialistes, sans trop se soucier des méthodes employées, une porte s'ouvrait pour le fascisme.*

On a peine à s'imaginer aujourd'hui ce que fut en Europe le bouleversement opéré par la révolution industrielle. Qu'on se représente l'acculturation brutale des dernières cultures indigènes soumises tout à coup à la pénétration de la modernité pour en avoir une idée. L'arrachement aux modes de vie ancestraux engendra partout une profonde crise culturelle, sociale et politique. Si on ajoute à cela le cataclysme de la Grande Guerre, il n'est pas exagéré de dire que ce fut une véritable mutation anthropologique qui survint dans les années charnières des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles, mutation qui en dehors des milieux



bourgeois engendra de profondes souffrances morales et matérielles.

Les réactions collectives face à ces mutations donnèrent lieu à une forte mobilisation sociale impliquant le prolétariat, les classes moyennes et aussi des intellectuels bourgeois. Elles furent pour le moins contradictoires et rarement durablement satisfaisantes. La politisation des populations, notamment en ville, gagna du terrain et entraîna la constitution d'organisations de luttes contre ce qu'il advenait de la vie sociale. Le socialisme se développa sous différentes modalités plus ou moins révolutionnaires qui cherchaient à rétablir quelque chose de plus juste et égalitaire.

En Russie la révolution périclita rapidement dans l'instauration d'un régime bureaucratique totalitaire suscitant un effroi qui mit près de 60 ans à s'étendre aux militants et intellectuels de gauche.

Si le communisme fut une politique révolutionnaire visant un idéal à atteindre, basé en partie sur l'esprit des Lumières et en partie sur les analyses des penseurs du socialisme au 19<sup>e</sup> siècle, le fascisme fut lui aussi porteur d'un esprit révolutionnaire, quoique largement réactionnaire, nourri par toutes les faiblesses de la démocratie libérale, les craintes des révolutions socialistes et dans une certaine mesure aussi de leurs échecs.

En effet, une partie des êtres politisés ne trouvaient pas son compte dans la stratégie de ces mouvements qui cheminaient sur des voies trop aventureuses ; ils conçurent alors des projets dont l'aspect révolutionnaire consistait surtout à instaurer par une autorité forte un régime orienté dans la défense des valeurs traditionnelles et du culte de la nation. Au milieu de ces deux extrêmes, opérant avec un certain degré de

manœuvre entre réaction et progressisme, le régime libéral faisait tranquillement le jeu équilibré du progrès de la bourgeoisie, étant entendu que c'était elle qui était la plus mêlée au pouvoir dominant, celui du capital.

D'aucune part il ne fut longtemps question de contester véritablement ce qui activait la mutation et causait le progressif déracinement des êtres et leur soumission aux exigences d'un monde colonisé par la puissance des artifices. Presque personne n'envisageait de s'opposer à la perte de la relative autonomie dont les êtres disposaient alors – le paysan qui a renoncé à son cheval, a raccordé sa ferme à l'électricité, ne va plus au marché et est placé sous les contrôles administratif de l'État et financier du capital.

Si les régimes fascistes ont fleuri dans 2 puissances sorties soit humiliée soit pour le moins frustrée de la Grande Guerre, l'idéologie fasciste et les prédispositions à l'adhésion fasciste existaient dans l'ensemble de l'Europe en proie aux mutations déjà évoquées. Cependant, face à l'hostilité des autres organisations politiques et faute d'un fort soutien des forces économiques, la plupart des formations fascistes restèrent généralement incapables d'accéder au pouvoir.

Il est d'abord utile de remarquer que le fascisme peut se présenter sous la forme d'un mouvement politique agissant au sein d'une société ou sous la forme d'un régime de gouvernement. Le fascisme italien est d'abord apparu comme un mouvement qui terrorisait ses adversaires avant de devenir un régime totalitaire. Il s'est constitué autour de la personnalité de Mussolini qui avait été avant-guerre la figure la plus populaire du socialisme italien (l'extrême-gauche de l'époque). Mussolini fut exclu en 1914 du Parti socialiste pour avoir

prôné l'intervention militaire. Il combattra pendant la guerre et sera démobilisé pour cause de blessure. C'est à ce moment que ses conceptions politiques basculent du marxisme à un nationalisme révolutionnaire éclectique basé sur une collaboration des classes sociales dans le but d'asseoir la puissance de la nation.

À la fin de la guerre, après avoir tenté sans succès de rallier la gauche à sa volonté de susciter une révolution nationale, il crée en mars 1919 les *Fasci di combattimento*, un mouvement populaire anti-libéral, en faisant massivement appel aux anciens combattants. D'une centaine d'adhérents à la création (essentiellement des gauchistes) les effectifs passèrent à la fin de l'année à 800 répartis en 37 unités. Aux élections de la fin 1919 Mussolini, qui avait présenté un programme de gauche nationaliste, n'obtient que 1,5% des voix. Après cet échec, le fascisme éprouve le besoin d'être pragmatique et de se montrer utile à certains groupes d'intérêt, sans chercher d'ailleurs à éviter les promesses contradictoires. Mussolini réoriente alors son programme à droite et s'instaure le défenseur de la bourgeoisie productive, des classes moyennes qui ne se reconnaissent pas dans l'État libéral et des propriétaires menacés. C'est ainsi qu'en 1920 le mouvement connaît ses premiers succès.

Tandis qu'en France (pays bénéficiaire des accords de paix) cette période fut surtout agitée par une série de grèves générales, en Italie en effet, le mouvement socialiste est beaucoup plus offensif : de nombreuses collectivisations d'usines et de terre sont opérées par les révolutionnaires et la plupart des grèves prennent une tournure insurrectionnelle. Le Parti socialiste avait voté dans ses statuts l'instauration de la dictature du prolétariat. Le régime (monarchie constitutionnelle) est sérieusement ébranlé par 3 fois de 1918 à 1920, mais arrive, bien que très affaibli, à se maintenir.

Le mouvement fasciste profite de ces troubles et lance ses bataillons de combat dans la lutte. Il va commencer à grossir en participant à la répression musclée contre les grèves de 1920. Sous prétexte d'anti-bolchevisme, il organise des attaques contre les piquets de grève et les locaux syndicaux. Les financements affluent de grands propriétaires (fonciers ou industriels). Les déclassés (et en particulier les anciens soldats au chômage) affluent aussi, attirés par la possibilité de vivre de cette activité. La croissance du mouvement est alors phénoménale. En quelques mois, les milices squadristes se créent dans tout le pays et font régner la terreur dans la classe ouvrière organisée, tuant une centaine de personnes. Les fascistes expulsent les locaux syndicaux et y installent à la place des pseudo-syndicats patronaux, s'en prennent à tout rassemblement politique, menacent et attaquent les militants chez eux. C'est la grande époque dite de *l'huile de ricin* que les fascistes avaient coutume d'administrer de force à leurs victimes.

En mai 1921 le mouvement compte 200 000 adhérents et remporte 35 sièges aux élections. En novembre, en dépit de fortes dissensions, il se transforma en parti, le Parti national fasciste (PNF), qui consacra Mussolini comme Duce.

Alors que s'opère le reflux du mouvement socialiste, la bourgeoisie aurait voulu faire cesser la terreur fasciste mais c'était trop tard et le pouvoir politique était trop affaibli pour contrôler la déferlante. C'est en effet par la violence que le parti fasciste s'impose dans le pays, opérant comme un véritable anti-État dans l'État en menaçant et sapant la démocratie.

Le PNF a ainsi continué à grossir et faire régner la terreur jusqu'à ce que le pouvoir soit à sa portée. Mussolini organise en réaction à la résistance antifasciste la « marche sur Rome » qui prit l'allure

d'une insurrection habilement menée en faisant croire à une sorte de révolution populaire. C'est alors qu'étrangement le roi lui remet le pouvoir. Le 31 octobre 1922 Mussolini formait le nouveau gouvernement. Il fallut ensuite à peu près deux années pour démanteler le régime libéral à coups de lois qui favorisaient le parti unique et plongeaient le pays dans le totalitarisme.

À partir de là, le PNF régna sans partage sur l'économie italienne, sur la formation et l'embrigadement de sa population, sur la politique étrangère qui devait conduire le pays dans des guerres d'expansion coloniale (notamment en Éthiopie) et dans une alliance fatale avec le nouveau fascisme qui apparut bientôt en Allemagne.

De l'histoire du fascisme italien, Emilio Gentile a tiré une définition synthétique : « le fascisme est un phénomène politique moderne, nationaliste et révolutionnaire, antilibéral et antimarxiste, organisé en parti-milice avec une conception totalitaire de la politique et de l'État, avec une idéologie activiste et anti-théorique, avec des fondements mythiques, virilistes et anti-hédonistes, sacralisée comme une religion laïque, qui affirme le primat absolu de la nation, entendue comme une communauté organique ethniquement homogène, hiérarchiquement organisée en un État corporatiste, avec une vocation belliqueuse à la politique de grandeur, de puissance et de conquête, visant à la création d'un ordre nouveau et d'une civilisation nouvelle. »

Si cette définition à rallonge concerne essentiellement le régime fasciste qui a pris brutalement les rênes de la gouvernance sociale, les mouvements fascistes opérant dans des régimes qui ne le sont pas encore officiellement, se caractérisent souvent par des traits assez prononcés où prédominent un comportement impulsif et assez peu cohérent, l'intransigeance et la violence (méthodes

maximalistes, une organisation de combat, la soumission et l'obéissance absolue à un chef).

En Allemagne où la population était accablée par les accords de paix, l'état de frustration et d'humiliation se trouvait sans doute plus prononcé qu'en Italie. Le Kaiser avait abdiqué à la fin de la guerre et nommé pour négocier la paix Ebert du SPD (parti socialiste allemand). Comme une partie du commandement militaire refusait d'obéir à ce qu'il considérait comme un pire ennemi que la France, un soulèvement de soldats pour la paix et en soutien à ce nouveau gouvernement provisoire s'était répandu dans toutes les garnisons puis les usines. En quelques semaines, des conseils de soldats et d'ouvriers se constituèrent dans tout le pays et formèrent d'immenses cortèges armés qui prirent possession de tous les lieux de pouvoir impériaux sans avoir à tirer de coups de feu.

Initialement, la direction du SPD participa au mouvement pour ne pas perdre le pouvoir enfin acquis mais très vite, il voulut le retour à la normale, en attendant qu'une constitution soit rédigée et qu'un gouvernement soit élu. L'élan révolutionnaire se maintint (grèves, occupations d'usines, maintien des conseils) sans toutefois maîtriser ce nouveau pouvoir politique (ce qui en apparence pourrait paraître d'autant plus paradoxal que le SPD est officiellement révolutionnaire et que sa base fournit à ce moment là l'essentiel des conseils ouvriers).

C'est parce qu'il savait que la police ne lui était pas acquise et que le nouvel État n'était que balbutiant que Ebert fit appel à son camarade du SPD Noske pour former en 1919 les *freikorps*, sorte de milice supplétive de la police qui recrutait des soldats démobilisés pour affronter les milices des conseils ouvriers les plus récalcitrants au « retour à la normale ». Cette milice se

maintint plusieurs années sous l'autorité directe de la direction du SPD, et agit avec d'autant plus de complicité policière que le SPD siégeait au gouvernement. Elle servira d'exemple aux SA et lui fournira ses premiers cadres. La situation resta floue plusieurs années avec des mouvements révolutionnaires importants mais du fait en particulier du double jeu du SPD, la révolution était globalement entrée dans une dynamique de lent reflux. Des élections eurent finalement lieu et le SPD dut partager le pouvoir avec sa droite. La dernière tentative révolutionnaire d'envergure en 1923 fut un échec. Le mouvement ouvrier révolutionnaire en sortit divisé et démoralisé.

Le NSDAP (Parti national socialiste des travailleurs allemands, créé en 1920 sur les bases d'un petit parti nationaliste ouvrier) n'avait pas vraiment réussi à s'imposer lors de cette première période de crise de l'après-guerre. Il n'y parviendra qu'à la faveur de la crise de 1929 et des années qui suivirent en tirant d'abord profit de la grave crise que traversaient le monde paysan et bien entendu le monde ouvrier.

Si le fascisme italien a pu servir en partie de modèle aux autres fascismes en particulier national-socialiste, il faut noter que contrairement au PNF, l'idéologie du NSDAP est d'emblée extrêmement raciste, nationaliste et totalitaire. Il prône un programme économique proche du PNF et a la même composition sociale (déclassés encadrés par des classes moyennes menacées par l'évolution du capitalisme). Comme son homologue italien, il profite surtout de la confusion idéologique et sert de bras armé contre les communistes et les syndicalistes, au profit de grands propriétaires. La réaction bourgeoise qui a repris les rênes du pouvoir couvre ses coups de main, mais n'en a que peu besoin : le mouvement ouvrier reflue, le NSDAP progresse peu.

Les premières conséquences de la crise de 1929 vont réveiller le mouvement ouvrier, et aussi les financements du NSDAP dont la branche armée (les SA) est de plus en plus souvent appelée en renfort contre les grèves. La propagande pseudo-socialiste et nationaliste du parti le fait également progresser très vite chez les victimes de la crise, déçues du mouvement révolutionnaire et de la démocratie bourgeoise. Particulièrement désunies et sans perspective crédible, les forces de gauche sont incapables de faire face. En quelques années le parti nazi acquiert la force d'attaquer leurs locaux et comme en Italie, y installe à la place ses organisations satellites, sans que la police ni le gouvernement trouvent à y redire. Les résultats électoraux montrent alors une très forte progression et en 1933 Hitler remporte les élections. Comme en Italie, le mouvement fasciste se mue alors en régime fasciste totalitaire, prenant le contrôle de l'ensemble de la vie sociale de la manière la plus autoritaire et violente que l'on sait.

Que ce fût en Allemagne ou en Italie, les partis fascistes accédèrent au pouvoir par un succès électoral survenu dans le contexte de crise profonde aggravée par les troubles qu'ils organisèrent. De fait, le fonctionnement même de la démocratie représentative facilite l'arrivée des fascistes, d'abord en exaspérant des citoyens à qui on fait croire qu'ils sont souverains alors que leurs idées et aspirations ne sont pas considérées, ensuite en devant s'en remettre à des mouvements qui détiennent les moyens de propagande et formulent les promesses les plus démagogiques. Le suffrage universel n'est pas qu'une mascarade mais aussi la porte ouverte aux manœuvres les plus sordides du pouvoir politico-financier.

Dans bien d'autres pays, les mouvements fascistes ne sont pas arrivés à prendre le pouvoir mais ont tout de



même sévi. Partout l'expérience des origines a fait des émules et s'est perfectionnée. Il est évident, comme en témoignent les évènements de la ZAD du Testet relatés précédemment, qu'existe un grand nombre de points communs entre les méthodes d'hier et celles d'aujourd'hui.

---

## Religion et fascisme

Chaque civilisation de masse met en place une idéologie spécifique pour la conquête et le contrôle du pouvoir économique et politique. La spécificité du complexe politico-religieux chrétien est sa propension à développer des concepts des plus abstraits, alors qu'ailleurs les autres sociétés restaient ancrées de manière plus ou moins étroite à la Nature.

Même s'il faut voir les prémices d'unification théologique dans les tentatives égyptienne et juive (Dieu-Soleil Râ, Yahweh), les Pères de l'Église vont s'adonner à un idéalisme extrême, inconnu des autres religions. Sans se soucier des actes et dits de Jésus, un certain Paul de Tarse voudra voir dans sa crucifixion une « rémission des péchés du Monde ». D'autres après lui conceptualiseront la Trinité (unité du Père, du Fils et du Saint-Esprit) et la transsubstantiation (la transformation du pain et du vin en chair et sang du « Christ »). Toutes ces spéculations ont pour effet d'entraîner les croyants dans un idéalisme totalement abstrait, coupé des fondements vitaux ; la séparation de la chair et de l'esprit. Pour enfoncer le clou, la confession a pour objectif de contrôler la conformité des « consciences » avec le dogme établi par la hiérarchie, à laquelle chacun doit une obéissance inconditionnelle.

L'homme séparé de la nature et soumis au regard d'un Dieu inaccessible a cédé son statut d'individu adulte pour se retrouver infantilisé par le pouvoir des prêtres.

Contrairement aux autres complexes politico-religieux, qui se contentent d'offrandes ostentatoires et formelles au « Temple », la Chrétienté exige la synchronisation de la pensée théologique de tous les croyants. Une

autre différence tient à la législation qui, dès le 12<sup>e</sup> siècle, ouvre la voie au développement technologique et financier, alors qu'il est freiné ailleurs dans le monde. Ainsi la bourgeoisie, à laquelle le clergé a mis le pied à l'étrier, a pu développer le capitalisme, système abstrait d'accumulation financière. En découle une aliénation extraordinaire où chacun ne produit qu'une fraction du processus de fabrication et devient dépendant d'une organisation collective de plus en plus indifférente aux authentiques besoins humains, organisation qui ne cessera de se perfectionner et à laquelle Lewis Mumford donnera au 20<sup>e</sup> siècle le nom de Mégamachine.

Quoique polymorphe dans sa manière et ses moyens, la multitude d'ego a été conditionnée pour aspirer aux richesses matérielles, à la propriété et à l'ascension sociale au détriment de la coopération horizontale avec ses congénères. Cette vue convergente vers le haut de la « pyramide » et l'aliénation chronique permettent au pouvoir politique d'exercer une pression sur des esprits soumis.

Lorsque à la Révolution française le pouvoir religieux, jusque là associé à l'aristocratie et dans une moindre mesure à la bourgeoisie, vacille et bascule, la bourgeoisie (dissimulée derrière de nouveaux costumes) s'empare vite des rênes du pouvoir. Elle se doit de reléguer les lieux et objets du culte religieux aux musées et s'empresse de bâtir un autre culte. Il ne faut pas laisser l'esprit enfermé se libérer de son asservissement ; ce que l'Église a conceptualisé depuis le Moyen-Âge, la bourgeoisie va le reproduire à sa façon.

On substitue donc de nouvelles croyances aux anciennes, avec de nouvelles idoles, ses nouveaux prêtres, son nouveau catéchisme. Les monuments de cette religion laïque baptisée République sont érigés.

La nouvelle religion est cette fois au service de l'État et des nouveaux pouvoirs qui le façonnent. L'histoire mythique du pays s'élabore et il est nécessaire d'alimenter en continu le terreau de l'idéologie nationaliste. L'anthropologue Ernest Gellner l'exprime clairement : « Pour qu'un État-nation démocratique se maintienne, il faut insuffler à ceux qui habitent le territoire artificiellement délimité de cet État un sentiment quasi-religieux d'appartenance à une même nation, inventée de toutes pièces. L'écriture de l'histoire est donc un travail délicat et indispensable qui nécessite de revisiter ou d'inventer des traditions censées prouver que le peuple national partage un passé commun. » La construction de ces mythes n'est pas seulement pure invention, mais est aussi souvent dissimulation. La non reconnaissance des génocides, par exemple, montre comment cette pratique est répandue dans les États modernes. Lorsque le mensonge n'est pas le fait du pouvoir mais celui de quelques grousbuscules, on parle alors de négationisme.

En dépit de l'extinction progressive de l'emprise cléricale à partir de la fin du 18<sup>e</sup> siècle, le contrôle des esprits a donc été maintenu. C'est ainsi qu'on peut comprendre que sans l'apport des théologiens légiférant du premier millénaire de notre ère, nous n'aurions sans doute pas assisté au développement économique et politique de l'Occident. (On n'abordera pas ici à côté du contrôle des esprits, celui des corps, mais il est plus que vraisemblable que la frustration sexuelle générée par la religion chrétienne puis par la morale bourgeoise ait tenu un rôle non négligeable dans l'expression pratique du fascisme si ce n'est dans son idéologie.)

La 3<sup>e</sup> République consacra avec l'instauration de l'école obligatoire l'institution de dispositifs d'embrigadement

qui ouvrent la voie à tous les progrès de la nouvelle religion laïque. Il s'agit d'asséner dans l'esprit de chacun des dates et événements qui feront foi : *En 732 Charles Martel arrête les Arabes à Poitiers*. Comme l'a très précisément montré Suzanne Citron, l'invention de l'histoire de France est une construction artificielle.

Un siècle de positivisme élaboré au sein des démocraties libérales puis un siècle de progrès sans merci auront achevé d'aliéner l'être humain aux nouveaux dogmes. En définitive l'Etat laïc, avec ses écoles, ses parlements, ses armées, ses centres de recherches, ses universités, ses usines, sa grande presse et ses médias de masse aura engendré bien plus de victimes que toutes les guerres de religion.

Critiquer son pays ou sa religion est plus difficile en temps de guerre : d'abord parce que c'est son espace vital qui se trouve menacé et aussi parce que les lois martiales sont encore plus impitoyables pour les contestataires accusés de trahison. Mais au sein de l'État laïc, guerre et paix sont inséparables, et la critique se heurte à une nouvelle difficulté : presque personne n'est en mesure de pouvoir l'entendre. Sous couvert de rationalisme et de positivisme, la modernité aura consacré l'ère de la falsification ; ses crimes les plus massifs se révèlent gravés sur les monuments les plus sinistres de la République, monuments aux morts qui dans chaque village serviront à camoufler la perfidie du pouvoir derrière le martyr des soldats que la nation a sacrifiés.

Tout cela aura donc pris du temps et ne fut parachevé qu'au lendemain de la Grande Guerre avec le déchaînement de nouvelles techniques. Le célèbre combiné radio tourne-disque « La voix de son maître »

fut la marque prophétique des temps à venir. Le 3<sup>e</sup> Reich – qui ne fut pas une parenthèse de l’histoire mais plutôt une apposition inouïe et débile de l’histoire – s’en servit à merveille. La chute du régime nazi ne vit donc pas se refermer la parenthèse. Il s’était plutôt agi de raturer ce qui avait été commencé et le reprendre sous une forme plus viable et plus efficace : la *société du spectacle* était sur la bonne voie.

La religion laïque a fini par faire adhérer la masse de la population à la croyance que l’existence humaine passait par un poste dans le système de production capitaliste. Un système de production qui consacre la rupture entre l’activité humaine et la production des besoins primaires.

Le fascisme prospère quand les populations se contrefichent d’être malades mais se désespèrent de n’avoir pas de travail. Que de partout et constamment, l’unique question revient à savoir comment préserver l’emploi des travailleurs et assurer la croissance de l’économie par des méthodes qui ruinent l’économie et dévastent le monde. Beaucoup qui se sentent mal aujourd’hui ne connaissent pas les raisons de leur maladie et ne cherchent pas à les connaître. Ils sont prêts à se fier à n’importe quel remède, quitte à aggraver leur maladie et la rendre irréversible.

Si cette histoire provient essentiellement de la sphère occidentale imprégnée de culture judéo-chrétienne, peut-on par ailleurs identifier des schémas fascistes dans les autres complexes politico-religieux ? Vaste question qu’il ne nous est pas donné d’étudier ici ; tout juste peut-on faire remarquer que celles des religions qui intègrent dans leur dogme un certain degré d’abstraction peuvent satisfaire au moins partiellement à la définition. L’Islam réunit théoriquement tous les croyants sous l’autorité du Coran, qui recommande

entre autre le djihad guerrier. Cependant, il n'est pas impossible de croire que la multiplicité des sectes musulmanes, le tribalisme sous-jacent et l'éthique très formelle de l'Islam préviennent, dans une certaine mesure, l'apparition de fascismes constitués et pérennes au sein d'une civilisation qui est longtemps restée peu assimilable à une société de masse. Il aura fallu l'intervention des puissances occidentales pour voir s'instaurer au Moyen-Orient comme ailleurs une multitude d'États totalitaires.

---

## **Points communs entre l'état d'esprit qui hier comme aujourd'hui prédispose au fascisme : frustration et confusion**

Le fascisme, à travers la multitude de ses manifestations historiques, présente différentes caractéristiques parfois contradictoires. Il en est une toutefois toujours présente : le fascisme ne peut se déployer qu'au sein des sociétés de masse. En cela déjà le régime fasciste s'apparente aux régimes des États-nations. Qu'ils soient d'essence totalitaire ou non, ceux-ci ont besoin pour leur cohésion d'une identité forte sans rapport naturel avec l'histoire culturelle des populations qui s'amalgament sous une bannière unique.

L'intérêt de cette identité nationale pour le fascisme est de pouvoir diaboliser de manière manichéenne ce qui lui est étranger. Le fascisme se pose alors comme ultime garant de cette identité.

Le fascisme cultive un complexe de supériorité qui ouvre directement la voie au nationalisme, au racisme et à l'eugénisme. Le fascisme s'appuie largement sur le charisme d'un leader qui sait ordonner. Les fascistes aiment les notions de camaraderie et de force virile, de dévouement et même de soumission à un intérêt supérieur. Il n'hésite pas à revendiquer un fonctionnement anti-démocratique, anti-libéral, anti-élitiste, anti-communiste et parfois même anti-capitaliste en dépit des réalités quelques fois contradictoires notamment lorsqu'il instaure le capitalisme d'État. Souvent, il s'adosse à une idéologie conservatrice, attachée aux valeurs traditionnelles que la démocratie libérale se doit par nature de constamment chambouler pour faire place au progrès de la marchandisation et par-là du capital.



En outre et s'agissant pour notre part de comprendre ce qui agit sur un territoire où existe une activité agricole, il est instructif de nous référer au texte de Georges Canguilhem publié anonymement en 1935 par le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, *Le fascisme et les paysans*. Et d'abord : *Si nous définissons le fascisme seulement comme un effort du capitalisme aux abois pour détruire, en s'appuyant sur des bandes armées, la puissance des organisations ouvrières, nous ne tirerons rien d'une telle idée qui soit capable de mobiliser éventuellement les paysans français contre le fascisme ; car ils sont dans leur quasi-totalité indifférents aux organisations ouvrières, quand ils ne leur sont pas hostiles*. En remplaçant dans ce texte *organisations ouvrières* par *mouvement social lié aux ZAD* nous obtenons une réactualisation de cet avertissement qui laisse entendre l'effort à accomplir pour mobiliser la profession agricole dans la défense des luttes territoriales.

Mais il n'est pas inutile de revenir à la Révolution française (lorsqu'elle fut récupérée par la grande bourgeoisie) pour qui instaurer la religion laïque dans les campagnes devait être plus délicat qu'en ville ; pour les paysans la préfecture allait moins de soi que la cathédrale. La bourgeoisie cependant sut se faire des alliés en facilitant l'accession des paysans à la propriété. Une manœuvre qui se révéla être un jeu de dupes. Référons-nous au propos de Courier datant de 1822 cité par Canguilhem : *« Le peuple est d'hier propriétaire, ivre encore, épris, possédé de sa propriété ; il ne voit que cela, ne rêve d'autre chose et nouvel affranchi de même quant à l'industrie, se donne tout au travail, oublie le reste et la religion. Esclave auparavant, il prenait du loisir, pouvait écouter la parole de Dieu, et penser au ciel où était son espoir, sa consolation. Maintenant, il pense à la terre qui est à lui et le fait vivre. Dans le présent ni dans l'avenir,*

*le paysan n'envisage plus qu'un champ, une maison qu'il a ou veut avoir, pour laquelle il travaille, amasse, sans prendre repos, ni repas. Il n'a d'idée que celle-là, et vouloir l'en distraire, lui parler d'autre chose, c'est perdre son temps. »*

Et Canguilhem de poursuivre, dans une vision empathique assez rare (rappelons que nous sommes en 1935) :

*Près d'un siècle plus tard, ce qu'il reste de la paysannerie n'a pas encore tout à fait saisi que le cultivateur français tend à n'être plus que le propriétaire théorique de ses moyens de production.*

*De même, le paysan voit qu'on quitte les champs pour la ville ; mais voit aussi que cet aller ne comporte pas de retour. Il n'y a pas qu'illusion dans ce sentiment de suffisance économique et de fécondité vitale : il est bien plutôt la conscience confuse d'un fait objectivement incontestable, savoir l'antériorité des besoins et des instincts sur leur réglementation sociale.*

*C'est pourquoi, – et cela nous paraît devoir être signalé en vue de toute action politique à laquelle on associera les paysans – l'homme des champs s'estime supérieur en droits aux autres classes et se juge sous-estimé par elles. Ce qu'on nomme trop vite la cupidité, l'avarice des paysans, ce n'est pas autre chose que cette disposition à considérer les autres classes comme plus ou moins parasites relativement à eux-mêmes, comme moins fondamentalement dignes, comme plus frivoles.*

L'intrusion du progrès technique dans les campagnes – chemins de fer, tracteurs, électricité, autant de dispositifs qui se monnaient et nécessitent donc ce dont la paysannerie pouvait jusque-là assez bien se passer, l'argent – et l'instauration d'un marché concurrentiel et réglementé élargi, aura cet effet énoncé par Canguilhem :

*L'individualisme rural est subordonné à l'anonymat urbain, et la vie personnelle à l'automatisme social. Tous les avantages concédés aux ruraux par l'État ont leur contre-partie dans un contrôle de plus en plus étendu et de plus en plus serré de la vie locale par le pouvoir central.*

Le ressentiment du paysan possède donc une double origine : d'une part il n'obtient pas la juste reconnaissance de son travail, d'autre part il perd sa liberté quand ce n'est pas tout simplement ses conditions d'existence qui disparaissent.

Les années de l'après 2<sup>de</sup> Guerre mondiale auront amplifié ces tendances au point que le paysan est progressivement dépossédé de ses savoirs par les ingénieurs agronomes et les techniciens des coopératives agricoles mais aussi par les injonctions du Crédit Agricole, de l'INRA et par la concurrence de 2 modes de production de nature radicalement différente : l'un qui est porté par des êtres vivants et traditionnellement orienté vers la production de ce qui nourrit directement les humains, repose sur le savoir-faire paysan, son travail et la disponibilité d'une terre, l'autre porté par des institutions anonymes et orienté vers la production de profit financier, repose sur les capitaux, la propagande, l'industrialisation et la recherche, les subventions, la mondialisation du marché, la distribution multinationale des produits et la spéculation. Bien entendu en réalité il n'y a pas de concurrence tenable et dans la logique économique libérale le premier mode est voué à être rapidement ravalé au rang de folklore et la culture paysanne réduite dans des réserves écotouristiques.

Ainsi, le monde agricole n'échappe pas à la tendance généralisée, et quel que soit leur choix – s'acharner à demeurer paysan, ou s'engager dans la voie suggérée par le pouvoir – les paysans se retrouvent soumis

à des normes et des conditions de travail qu'ils n'ont pas conçues et ne peuvent tenir. Comme le reste de la population sommée de s'adapter sans-cesse à de nouvelles directives venues d'ailleurs et jamais stabilisées, il finit par chercher son salut dans l'intégration à la logique d'entreprise, mais ce salut qui prend l'allure d'un dramatique renoncement, s'avère être le motif d'un profond sentiment de faillite généralisée où se mêlent désespoir, rancœur et exaspération.

Or dans le même temps, la FNSEA se présente comme le rempart contre les menaces qui pèsent sur les agriculteurs. Depuis les années 60 le discours des chambres d'agriculture chantent les louanges du monde agricole dans sa capacité à éloigner la pénurie alimentaire, à relever le défi de l'expansion démographique tout en produisant une nourriture de qualité, qu'elle soit *conventionnelle* ou *biologique*, deux termes dont l'invention en dit long sur ce qui est advenu de l'agriculture.

Plus récemment, le développement de la question environnementale et écologique (réchauffement climatique, raréfaction de l'énergie et de la ressource en eau, pollution des sols et des eaux) tend à désigner le modèle productiviste comme cause principale de la destruction des milieux et de la biodiversité. À ceci s'ajoute l'épidémie de cancers, les agriculteurs comptant naturellement parmi les premières victimes. Le tenant de l'agriculture conventionnelle intensive se voit suspecté d'attenter à la santé publique, voire de mettre en péril le devenir de l'humanité.

La FNSEA se propose de protéger la corporation qu'elle cherche à unifier contre ce déficit d'image en propageant un hymne au progrès : c'est par un regain de technologie que l'agriculture productiviste réparera les dégâts causés par... le productivisme.

Ainsi s'explique le soutien de la FNSEA au développement des fermes-industrielles du type de celles des Mille Vaches, et le soutien à la politique de construction des barrages telle que le plan Adour-Garonne 2050 l'envisage avec 50 projets pour le grand Sud-ouest dont 18 seraient prochainement construits en Midi-Pyrénées par la CACG (Compagnie d'aménagement des côtes de Gascogne, société d'économie mixte au conseil d'administration de laquelle siègent entrepreneurs, fonctionnaires, représentants politiques).

D'un côté donc, l'agriculteur se pense comme victime, de l'autre, il est encouragé par les lobbies de l'agro-business à se percevoir comme sauveur de l'humanité grâce à son aptitude à relever les défis posés par la modernité. Ce double regard, valant comme double injonction quelque peu affolante, favorise la soumission volontaire à ce qui cause la ruine mais qui, croît-on cependant, va panser la blessure narcissique, endiguer le sentiment du déclin et permettre d'y remédier ... à condition de s'en donner les moyens.

Il faudrait pourtant reconnaître que les luttes syndicales ne devraient pas avoir pour unique objectif la défense d'une situation matérielle, fut-elle celle d'une corporation, mais aussi la défense d'une existence libre et autonome. De fait, ce que les hommes ont perdu, ils l'ont perdu depuis longtemps ; avec cette perte du lien à la nature, la perte de liberté de l'être eu égard à une autorité extérieure, cette inaptitude à dépasser l'état d'enfant pour prendre possession de toutes les capacités de son être, l'acceptation de la servitude volontaire jusqu'à la transformation du bon sens en adhésion à n'importe quoi.

Sortir de la confusion qui ouvre la voie au fascisme voudrait qu'aujourd'hui comme hier il soit d'abord

reconnu qu'il n'y a pas *un* monde paysan mais qu'à l'instar de ce qui prévaut dans l'ensemble de la société, existent différentes modalités d'existence assorties d'intérêts et besoins spécifiques.

Cela est de moins en moins vrai tant sur le plan géographique qu'économique et politique, tant les mêmes normes de production s'imposent partout et semblent sonner la fin des paysans. Différentes conceptions de la paysannerie s'affrontent pourtant encore de même que différentes conceptions de l'avenir peuvent être défendues. Derrière le culte du corporatiste et de l'unité proclamé par la FNSEA, se dissimulent mal les partenaires d'une tendance qui a été le fossoyeur du monde paysan (grandes exploitations, grande distribution, banques, recherche, industrie affairée à mettre la main sur la reproduction du vivant).

Le rôle que la FNSEA a revendiqué avec force, fierté, virilité lors de l'occupation, le blocus et pour finir l'expulsion de la ZAD du Testet, est celui d'un mouvement décomplexé face au non-respect des lois, assuré au demeurant de l'impunité – aussi bien lorsqu'il violente ceux qui le gênent que lorsqu'il empoisonne le sol et ce qui y vit, ou brûle les préfectures. Ce mouvement si intégré au pouvoir est de ceux qui peuvent à la fois s'en revendiquer, s'en servir et s'en moquer. On ne saura d'ailleurs pas qui dans l'affaire du Testet fut le donneur d'ordre et peu importe : que ce soit la CACG, promoteur du projet, l'État rouage du capital ou la FNSEA lobby de l'agro-industrie, chacun a des intérêts qui se monnayent bien et chacun est prêt à se donner la main. Lorsque l'un est en position délicate c'est l'autre qui accomplit la besogne.

De ce point de vue la FNSEA est une sorte de paragon d'institution fasciste étant entendu que, comme l'indiquait Canguilem, « *le fascisme, c'est le*

*régime de la tyrannie généralisée, au profit de l'oligarchie économique qui sacrifie délibérément, sous couleur de les leur conserver, les droits des classes moyennes. »*

---

## Méthodes fascistes au sein et au service des démocraties libérales

Tout un chacun, s'il n'est pas trop vite pris de dégoût, est en mesure de recenser les abominations perpétrées par les institutions du « monde libre » au nom de l'intérêt supérieur de la nation, de sa grandeur, de la lutte contre l'insécurité et contre le terrorisme, pour la défense du monde libre, pour préserver la civilisation contre la barbarie.

Si l'on se demande comme ici, de quelles méthodes, d'ordinaire attribuées en propre aux régimes fascistes, les démocraties libérales usent, il nous faudra éviter la fausse naïveté. Une lecture de « *Terreur et Possession* » de *Pièces et Main d'œuvre* permet en tout cas de se convaincre d'une chose : le terrorisme d'État est omniprésent dans les démocraties libérales. La principale différence dans l'usage de méthodes fascistes, que ce soit par un régime fasciste ou par une démocratie libérale, tient aux apparences. Un régime démocratique respecte officiellement les « droits de l'homme » et la volonté souveraine du peuple, il ne revendiquera donc pas ses actes fascistes qu'il tiendra généralement secrets.

Il est vrai que cela fait une différence et ce n'est d'ailleurs que lorsqu'il n'est plus possible de maintenir cette discrétion, qu'il est envisagé par ce qui domine de sortir du cadre démocratique et de laisser advenir un régime plus décomplexé dans l'usage des multiples forces de l'ordre. Le personnel aguerri à ces méthodes reste disponible pour une « transition démocratique » et circule sans entrave d'un régime à l'autre.

En Grèce, l'opposition populaire à l'austérité et aux créanciers internationaux de la dette du pays, est



beaucoup plus marquée qu'en France. Aujourd'hui, les liens entre *Aube Dorée* – parti néonazi entré au Parlement en 2012 – et les gouvernements de gauche ou de droite (sociaux-démocrates du Pasok, droite populaire de Nea Demokratia) sont forts et nombreux et il n'y a pas de commune mesure avec la situation française. Si les pouvoirs médiatiques et juridiques sont exercés de façon partielle entre les militants anarchistes et les fascistes d'*Aube Dorée*, ce sont les complicités entre ces militants néonazis et les forces répressives qui sont les plus frappantes. Un slogan populaire antifasciste dénonce d'ailleurs toutes ces collusions « Batsi, tivi, neonazi, ola ta katharmata doulevoune mazi » c'est-à-dire « Flics, télé, néonazis, toutes les ordures travaillent ensemble ». La police contacte parfois directement les membres d'*Aube Dorée* pour leur déléguer la gestion de problèmes de voisinage impliquant des étrangers. Dans certains quartiers populaires athéniens, les chrissi avgites (membres d'*Aube Dorée*) circulent à leur guise après leurs agressions sur des immigrés. Plus grave, à maintes reprises, les MAT, équivalents des CRS, les aident à cogner sur ces étrangers alors que la police tente de dissuader ces derniers de déposer plainte. Un rapport de 2004 relate même que la police fournit *Aube Dorée* en barres de fer et radios à l'occasion de manifestations qu'ils répriment ensemble.

Les liens étroits et historiques entre *Aube Dorée* et l'appareil d'État – des militants néonazis bien connus assurant des services de garde du corps aux personnalités de droite et du monde industriel, de casseurs de grève ou jouant des rôles dans des assassinats politiques – doivent-ils nous inquiéter quant à une possible situation similaire en France dans le futur ? On peut légitimement se poser la question au vu des complicités affichées entre des élus du Front National et des élus UMP ou PS, par exemple dans le cadre de manifestations contre la

ZAD des Chambarans en Isère début décembre. Les élus frontistes, socialistes et libéraux défilait ensemble en tête de cortège, bras dessus, bras dessous. Depuis, personne du côté de l'UMP ou du PS ne s'est offusqué de cette union anti-zadiste, ni même de la présence d'élus FN à la tribune de la mairie de Roybon.

Si aujourd'hui, les élites divisent pour mieux régner et utilisent l'extrême droite pour contenir la contestation et ainsi préserver leurs privilèges, il s'agit d'être lucide et de garder en tête que les dirigeants nationaux et européens sont prêts à aller très loin pour que rien ne change. Dans les années 1970 et 80, l'OTAN avait créé des réseaux paramilitaires clandestins pour lutter contre la menace soviétique et les mouvements insurrectionnels. En Italie, ce réseau connu sous le nom de *Gladio* associait des tueurs à gages, des agents des services secrets et des nervis fascistes. Entre les attentats de la piazza Fontana en 1969 et le massacre de la gare de Bologne en 1980, les membres de *Gladio* ont suffisamment terrorisé pour justifier un quasi-état d'urgence et raviver la foi en un État policier fort.

La France n'a pas été de reste qui, dès la fin des guerres coloniales en Indochine et Algérie, s'est largement adonnée à des pratiques de terreur qui bien que proscrites ont été couvertes par les autorités politiques.

Aujourd'hui comme hier, au Testet comme dans bien d'autres luttes, il existe des intérêts communs entre les gouvernements des démocraties libérales et des groupes identitaires constitués sur des valeurs d'apologie de la nation et de rejet de l'étranger. Ceux que l'État présente comme de sérieux contestataires de sa souveraineté, voire de dangereux perturbateurs de l'ordre établi, ayant comme moyens ou comme fins la désobéissance, l'insoumission, l'autonomie, la

divulgarion d'informations « sensibles » (parce que compromettant le pouvoir), voire le sabotage des machines, sont vus par les plus fervents patriotes comme des traîtres de la nation, des entraves à son expansion et comme des parasites spoliant son unité et sa pureté. Les gouvernants actuels et les idéologues fascistes ont ceci en commun de ne pas penser en dehors de l'horizon unique de l'État-nation.

Dans les mouvements sociaux qui fleurissent autour des ZAD où l'on voit des opposants au progrès de la destruction du monde occuper pacifiquement des parcelles de territoire promis à l'aménagement marchand, il n'est pas facile pour un gouvernement de préserver son électorat tout en satisfaisant les affairistes qui tirent profit de ces chantiers de destruction. C'est alors qu'il peut être utile de sous-traiter quelques coups de main à ceux qui savent s'y prendre et n'ont pas besoin de gants ni de discrétion pour agir.

C'est ainsi que dans la lutte du Testet, on a pu observer une clémence de l'État à plusieurs niveaux envers les milices fascisantes hostiles aux militants – pour beaucoup anarchistes/autonomes – et leurs soutiens. Au niveau répressif, les gendarmes ont fermé les yeux sur de multiples attaques matérielles et physiques des partisans du barrage envers les opposants : voitures détruites, agressions à la batte de base-ball, menaces de mort, etc. Sur le plan juridique, des plaintes à l'encontre des miliciens fondées du point de vue du droit sont classées sans suite, comme celle concernant une voiture retournée avec ses occupants – une riveraine sexagénaire et un opposant au barrage. Il en va de même des nombreuses plaintes pour violence policière. Des opposants sont condamnés à de la prison ferme pour avoir participé dans le calme à des manifestations interdites ou avoir répondu coup pour coup à des gens qui les agressaient. Jusqu'à présent,

aucune condamnation de ce type n'a inquiété les pro-barrage malgré leurs multiples exactions. D'un point de vue législatif, des arrêtés préfectoraux et communaux ciblent spécifiquement les citoyens ayant un avis sur le projet de Sivens. Dans leur application, les occupants de la ZAD du Testet et leurs soutiens sont systématiquement visés et empêchés de circuler ou de se réunir, alors que les partisans ne sont la plupart du temps pas concernés par ces interdictions.

Enfin, si les médias de masse sont le quatrième pouvoir, on a pu vérifier que la *Dépêche du Midi* appartient bien au président du PRG, allié du gouvernement PS. Ce journal a offert en février 2015 une tribune à un militant d'extrême droite notoire qui a exprimé une fausse plainte pour agression ciblant les « zadistes ».

L'État a manœuvré en faisant d'une pierre deux coups. Il affaiblit directement les opposants grâce à un harcèlement permanent, sans risquer de se salir les mains. Indirectement, il parvient à couper les occupants de leurs soutiens locaux en laissant s'instaurer des sentiments de peur et d'insécurité.

C'est au demeurant ce qui a plutôt bien fonctionné. En avril 2015, le collectif TQYB se vit en effet proposer un terrain d'accueil privé au centre d'un charmant village du Nord tarnais pour organiser le *Printemps 2 Sivens* (rencontre destinée à apaiser et dépasser le climat de tensions tout en maintenant les exigences d'une lutte territoriale), avant que ce fief à la réputation gauchiste assez bien établie n'affiche son opposition à cette présence, suivant en cela l'attitude de plus en plus répandue de rejet du mouvement par les autorités locales. Sans doute la population ne s'était pas sentie suffisamment concernée par l'importance historique de ce qui se passait depuis 18 mois à côté de chez elle même si elle y avait quelque peu participé ; de fait elle ne sut, en des circonstances qui l'auraient pourtant

mérité, surmonter les désagréments causés par quelques maladresses qui l'avaient chagrinée.

La ZAD du Testet a été réprimée en travestissant la nature de la contestation et en masquant les termes du débat. Il a même été reproché aux zadistes d'être des « fascistes verts ». Si l'allégation peut surprendre, il n'est peut-être pas inutile de s'interroger sur son fondement et vérifier si les caractéristiques du fascisme que nous avons identifiées se retrouvent dans ce mouvement.

Celles qui se battent sur les ZAD ne défendent pas une *idole sociale*, c'est-à-dire un prétendu *intérêt général* derrière lequel se dissimulent toutes sortes d'intérêts particuliers. Elles luttent pour la recherche d'un *intérêt commun*. Si l'intérêt général, c'est d'avoir une économie marchande en bonne santé, quitte à sacrifier et mettre au pas la vie biologique, la réfutation de ce programme politique passe par la préservation d'un territoire habitable par tous.

Cette lutte empreinte d'une rare détermination, peut surprendre par la radicalité de méthodes qui rompent avec ce qui est habituellement à l'œuvre au sein de la démocratie représentative et qui n'a jamais été en mesure de s'opposer aux progrès de la destruction.

Vouloir inscrire sa vie dans l'histoire revient souvent à modifier certains rapports de forces. Cela ne se fait pas par la concertation avec le pouvoir dominant. Cela exige un engagement actif qui en l'occurrence passe par l'occupation sans autorisation d'une parcelle de territoire promise à la destruction. Pour tenir cette occupation « illégale », les corps sont les premières armes et il leur faut résister — outre au froid, à l'humidité, à la boue, aux maladies — aux matraques, aux grenades lacrymogènes, aux grenades assourdissantes, aux flash-ball, aux tasers et, au Testet, aux attaques des milices de la FNSEA.

Cette lutte rejoint sur de nombreux aspects les démarches de désobéissance civile qui, bien que profondément opposées à la violence d'une manière générale et en particulier à la violence de ce qui domine, peuvent parfois en déclencher. Ainsi la violence des occupants et de leurs soutiens s'est manifestée au Testet en réponse à la violence des forces de l'ordre. La posture a toujours été défensive. Des dispositifs de protection ont été mis en place sur la ZAD pour éviter l'affrontement direct (chicanes sur les routes, portail, barricades, etc.). À plusieurs reprises, la main a été tendue aux agriculteurs pour organiser des rencontres et engager le dialogue. Lors du siège de la zone, aucune attaque n'a été commise envers les agriculteurs (un agriculteur a été blessé suite à un coup de serpe dans le but de se défendre d'une attaque groupée). Si des dégradations matérielles ont eu lieu à Toulouse, elles visaient surtout des banques ou agences immobilières, qui symbolisent le monde qui va avec le barrage. Aucune préfecture n'a brûlé, les locaux de la CACG n'ont pas même subi de dégradation.

Faire *régner la peur* ne fait pas partie des méthodes utilisées par les opposants. On reproche à certains d'entre eux d'être masqués ; ce geste préventif et politique n'a pas pour but de terroriser mais de se prémunir de la surveillance généralisée, donc de poursuites futures. Il permet aussi, suivant en cela l'exemple zapatiste, l'anonymat et le refus de la personification.

L'organisation de la lutte s'appuie, au-delà d'initiatives individuelles, sur des décisions collectives prises en assemblée générale. Il s'agit d'une organisation horizontale, sans culte de la personnalité, fonctionnant au consensus ; on est bien loin de ce qui caractérise le fonctionnement des appareils d'État et des mouvements fascistes qui reposent sur le vedettariat et l'existence de leader charismatique qui galvanise les masses. Enfin notre mouvement est, dans la mesure de ses moyens, soucieux

de développer des analyses et autocritiques éloignées de toute démagogie. Ce travail qu'il faudra poursuivre inlassablement est destiné à lutter contre la *confusion*.

---

## La gouvernance contemporaine

Si les partis libéraux et autres institutions politiques furent incapables de s'opposer à la montée du fascisme, ce n'est pas uniquement du fait de la veulerie de leurs « dirigeants » et de la soumission des « citoyens », mais aussi, et c'est lié, au fait que les germes et le terreau du fascisme n'ont jamais été absents de ce qu'il est convenu d'appeler les *démocraties libérales*. Celles-ci, comme en définitive toutes les sociétés de masse, présentent la particularité de nier par principe l'intérêt des individus au profit d'un intérêt abstrait censé figurer celui de la collectivité.

Cette abstraction mène à une inversion presque complète des fins et des moyens à l'issue de laquelle chacun finit par s'employer au service d'un système qui lui promet une prospère sécurité et ne lui délivre qu'une profonde désolation assortie de quelques superficielles consolations.

Pourquoi après s'être laissées raconter plus ou moins n'importe quoi par les églises chrétiennes pendant un millénaire, les populations occidentales seraient-elles sorties de leur infantilisation et auraient conçu quelque défiance vis-à-vis des sermons de la nouvelle religion laïque et républicaine ? De toutes les églises, de toutes les mafias, l'État est celle qui a le mieux réussi.

Les nouveaux apôtres sous sa coupe se sont employés à instaurer leurs dogmes et ils ont trouvé les prêtres qui convenaient pour les inculquer. Les idéologues libéraux avec leur empire du moindre mal et leur main invisible, les scientifiques avec le positivisme et la rationalité, les



élites avec la suprématie de la culture des artifices et des villes sur celle de la nature et des campagnes.

On a nommé *dictature démocratique machinale* la forme de gouvernance de laquelle fut évincée toute forme de choix véritable et où les querelles se ramenaient à des empoignades entre ceux qui étaient d'autant plus volontiers d'accord sur presque tout, qu'ils n'avaient rien à décider qui ne le fût déjà par ce qu'ils nomment *nécessité*, et qui n'est autre que le respect du pouvoir dominant, en l'occurrence celui du capital.

Dans la *dictature démocratique machinale* qui est donc une autre façon plus explicite de désigner ce qui ordinairement était nommé *démocratie libérale* et que Debord a rebaptisé *société du spectacle*, tout peut être discuté à condition que cela ne remette pas en cause la production d'individus voués à la croissance du capital ; et donc rien ne l'est vraiment. L'évolution sociale est orientée par les progrès combinés du capital et de la technologie en vue de la fabrication d'une nouvelle genèse qui n'a rien de mieux à offrir aux humains que l'espoir d'une mutation adaptée à la dégradation de la vie sur Terre.

Travailler dans ce monde c'est coproduire du profit financier, en fabriquant indifféremment des armes pour tuer ou blesser ou en fabriquant des remèdes pour soigner et guérir, soigner et rendre malade, ou encore en « augmentant » l'humain pour qu'il puisse s'activer à n'importe quoi de façon plus performante et ainsi se prévaloir plus facilement d'un poste au sein de la société. La loi du marché imposée par la nécessité du développement décide de ce qui est rentable et ce qui est rentable advient, en dépit ou grâce aux comités d'éthique et autres institutions sociales supposées prendre soin de la société.

De ce monde contemporain, la critique a presque totalement disparu ; non seulement des institutions politiques mais aussi des éventuels mouvements sociaux et enfin également – comme les situationnistes se sont complus à le faire remarquer, non sans quelques exagérations – de la population tout entière et en particulier des intellectuels. Ce que nous entendons de cette disparition ce n'est pas l'absence de critique au demeurant omniprésente, mais plutôt le fait qu'elle sonne creux, du fait de trop de manquements, d'approximations, de semi-vérités ou de complets mensonges, de contre-sens ; autant de défauts qui la rendent parfaitement inopérante. Au milieu de tant de faiblesses les rares critiques sérieuses ne peuvent se faire entendre.

Car ce ne sont pas les penseurs lucides qui ont manqué. En Allemagne dans la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle, nombre de philosophes avaient assez justement analysé la crise de la culture qui secouait l'Europe. Plus récemment des auteurs ont livré dans la discrétion des contributions à la compréhension de ce qui arrive – on ne recommandera jamais assez la lecture de Mumford, Weil, Charbonneau, Ellul. Il paraît qu'existe même dans le Tarn un *observatoire de l'évolution*.

Le *spectacle*, selon les commentaires de Debord, intègre à la fois un mode concentré et un mode diffus. Entre la forme concentrée du spectacle qui est celle d'un régime autoritaire et la forme diffuse qui est celle de la démocratie libérale, la dernière était prédominante jusqu'il y a peu en Occident.

Pasolini faisait remarquer que la démocratie libérale avait réussi à mettre au pas et convertir l'Italie à la modernité bien mieux que le fascisme : dans les 15 années d'après guerre la vie paysanne et du tissu social traditionnel italien ont volé en éclat pour satisfaire aux

nécessités du développement. La dilution d'une bonne partie de ce qu'il restait de l'ancrage au monde du peuple de la péninsule a été consommée dans l'impuissance généralisée à maintenir un attachement fort à ce qui constituait les fondements de la vie humaine. La « *Religione del mio tempo* » exprime de manière visionnaire *la crise des années 60, les sirènes du nouvel âge capitaliste d'une part, l'effacement révolutionnaire de l'autre : et le vide, le terrible vide existentiel qui s'ensuivit.*

La *dictature démocratique machinale* savait donc faire valoir ses intérêts avec bien plus de subtilité et d'efficacité que le régime fasciste. C'était encore vrai en 1988 lors de la publication des commentaires sur la *société du spectacle* (même s'il faut bien remarquer qu'en dehors des frontières, la *société du spectacle* était alliée, complice ou tout simplement instigatrice de très nombreuses et féroces dictatures). Ce n'est peut-être plus tout à fait le cas puisque le développement économique, quoique toujours plus vif, se heurte à d'extrêmes difficultés. Face à ce genre de difficultés, l'histoire nous a enseigné que la démocratie libérale cédait sans faire de complications la place à la solution de secours du totalitarisme.

Debord avait auparavant livré ses analyses :

*Au réalisme et aux accomplissements de ce fameux système, on peut déjà connaître les capacités personnelles des exécutants qu'il a formés. Et en effet ceux-ci se trompent sur tout, et ne peuvent que déraisonner sur des mensonges. Ce sont des salariés pauvres qui se croient des propriétaires, des ignorants mystifiés qui se croient instruits, et des morts qui croient voter.*

*Comme le mode de production les a durement traités ! De progrès en promotions, ils ont perdu le peu qu'ils avaient,*

*et gagné ce dont personne ne voulait. Ils collectionnent les misères et les humiliations de tous les systèmes d'exploitation du passé ; ils n'en ignorent que la révolte. Ils ressemblent beaucoup aux esclaves, parce qu'ils sont parqués en masse, et à l'étroit, dans de mauvaises bâtisses malsaines et lugubres ; mal nourris d'une alimentation polluée et sans goût ; mal soignés dans leurs maladies toujours renouvelées ; continuellement et mesquinement surveillés ; entretenus dans l'analphabétisme modernisé et les superstitions spectaculaires qui correspondent aux intérêts de leurs maîtres. Ils sont transplantés loin de leurs provinces ou de leurs quartiers, dans un paysage nouveau et hostile, suivant les convenances concentrationnaires de l'industrie présente. Ils ne sont que des chiffres dans des graphiques que dressent des imbéciles.*

*Ils meurent par séries sur les routes, à chaque épidémie de grippe, à chaque vague de chaleur, à chaque erreur de ceux qui falsifient leurs aliments, à chaque innovation technique profitable aux multiples entrepreneurs d'un décor dont ils essuient les plâtres. Leurs éprouvantes conditions d'existence entraînent leur dégénérescence physique, intellectuelle, mentale. On leur parle toujours comme à des enfants obéissants, à qui il suffit de dire : « il faut », et ils veulent bien le croire. Mais surtout on les traite comme des enfants stupides, devant qui bafouillent et délirent des dizaines de spécialisations paternalistes, improvisées de la veille, leur faisant admettre n'importe quoi en leur disant n'importe comment ; et aussi bien le contraire le lendemain.*

À la lecture de ce long extrait du commentaire de *In girum imus nocte et consumimur igni*, on peut se demander si Debord aurait été moins profond et moins exact en étant plus indulgent et compréhensif vis-à-vis de ses contemporains ? En tous cas ce qu'il a dit là,

effectivement sans concession, mérite d'être pris comme une remontrance, certes peu empathique, mais tout de même assez fondée. Et pour qui est encore désireux et soucieux de se reprendre, elle peut n'être pas tout à fait déplacée. Dans une certaine mesure, le bourgeois lui-même pourrait être amené, s'il en ressentait clairement la nécessité, à s'insurger contre le sort qui lui est fait et qu'il semble approuver. Cela arrive exceptionnellement ; l'insensibilité, l'indifférence, l'intérêt mal conçu, la myopie intellectuelle, la paresse peut-être, le manque d'imagination et en définitive d'ambition existentielle, l'empêchent de rejoindre la résistance.

Pour notre part nous ne croyons pas que l'accablante dégradation des mœurs et des idées soit apparue si soudainement, pas plus que ne sont apparus si soudainement l'ordinateur, la télévision, la radio et même la grande ville que Debord louait en tant qu'espace de liberté qui affranchissait de l'étroitesse du village.

D'autres plaintes surgissent de cette déperdition. Nul écrivain contemporain mieux que Houellebecq, en s'appuyant sur une description fine bien que superficielle de cet état de délabrement moral de la société, ne semble militer insidieusement pour un retour au fascisme. Et comme pendant tout ce temps, il n'y eut guère d'effort pour maintenir une pensée saine et vivace, la voie s'ouvre à nouveau pour réhabiliter cette idéologie de la force brute qui permettra aux exaspérations humaines de s'exprimer de manière explosive.

Autrefois déjà, et avec beaucoup plus de profondeur, un écrivain tel que Maurice Barrès avait su, dans *Les Déracinés*, faire état de la crise qui s'était emparée de la société française, et ouvrir franchement la voie à un sursaut national sur des bases nationalistes et belliqueuses.

Le fascisme apparaît alors comme une étrange unité basée sur l'ordre, la hiérarchie, le respect de la propriété, la camaraderie, le culte de la nation et de son identité, et une revendication totalitaire. À bien y regarder cette unité n'est pas si éloignée de ce qui constitue sous son drapé humaniste et démocratique la réalité des démocraties libérales. Et bien évidemment elle est tout aussi illusoire.

L'épisode médiatique « Nous sommes tous Charlie » relève de cette volonté d'organiser le consensus grâce auquel le régime pourra poursuivre son programme imposé par les forces du capital. Mais ce consensus ne tient pas tant il repose sur du vide : à peine un mois après les manifestations de masse qui ont vu se presser dans la rue des millions de gens qui n'y descendaient généralement que pour faire leurs courses ou aller au cinéma, la glorieuse unité nationale et républicaine supposée surmonter la vacuité du régime en érigeant un rempart protecteur à la déliquescence sociale, s'était évaporée dans la nébuleuse de l'ordre sécuritaire et consumériste. Cet épisode est symbolique des difficultés de la démocratie libérale parvenue en bout de course et ayant épuisé toutes ses promesses vertueuses, à faire illusion.

Le fascisme ne s'oppose donc pas strictement aux autres types de régime de masse, notamment à la *démocratie libérale*. Celle-ci présente en effet plusieurs atouts du fascisme : la faculté de terroriser des populations ou de les séduire par la démagogie, les impressionner par le mythe national et aussi le totalitarisme économique. Seule finalement la franchise de ses méthodes n'est pas assumée par la *dictature démocratique machinale* ; au contraire les lumières aident à draper ses intentions et à teinter d'un verni de vertus la malédiction à l'œuvre.

Cependant la *démocratie libérale*, même si elle ne s'abstient pas de recourir à certaines pratiques fascistes, a parfois besoin de se laisser assez volontairement déborder par l'exaspération des populations face aux impasses que ce système engendre. Et bon nombre de ceux qui paraissent s'inquiéter de ces débordements ne font rien de ce qui pourrait les contenir. Et de fait, avant de céder *démocratiquement* et sans à-coup la place au régime fasciste, la *dictature démocratique machinale* use et abuse de presque toutes les manœuvres fascistes. De ce point de vue il n'existe pas de discontinuité franche entre la logique à l'œuvre dans les démocraties libérales et la logique du régime fasciste.

Il n'est pas facile de savoir à quelles différences l'arrivée au pouvoir d'un parti d'extrême-droite aurait conduit en 2002 dans la société française : sans doute une situation plus dramatique pour certaines populations discriminées, peut-être aussi l'évacuation musclée de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes par une armée de 20 000 hommes, et certainement la mise en veilleuse du mariage pour tous au grand dam des industries de la reproduction artificielle de l'humain, amenées à se plaindre de la perte de compétitivité que cette mesure allait entraîner, pénalisant par là-même l'ensemble de la recherche et des technologies de pointe.

On entend certaines personnalités se scandaliser de ce qu'on puisse ne pas trouver enviable de faire des bébés par le biais d'un utérus délocalisé et aux moyens de la reproduction artificielle. Le débat n'a pas véritablement eu lieu et l'anathème peut être jeté sur qui continue de prétendre que les bébés se conçoivent entre un homme et une femme.

Ce qui se profile avec le mouvement transhumaniste c'est une nouvelle étape du déracinement, qui

serait cette fois une séparation de l'être à venir de la condition propre à l'espèce humaine (dont les membres partageaient la caractéristique de pouvoir se reproduire entre eux au moyen exclusif de la sexualité). Il est incontestable que cette séparation puisse être vécue à certains égards comme une émancipation.

Mais voilà peut-être la composante la plus totalitaire de notre époque, que d'être privée de l'intelligence du débat. Un débat pourtant bien utile pour comprendre ce qu'est *l'émancipation*, aussi bien vis-à-vis des normes sociales (et notamment de celles qu'imposent les différentes formes d'oppression), que vis-à-vis des contraintes naturelles. À quel prix et à quelles conditions l'émancipation s'obtient ? Est-ce bien cela qui est voulu et par qui ? Voir dans quelle mesure le processus d'émancipation coïncide avec celui contradictoire de la marche aveugle du progrès qui crée l'aliénation ? Voir dans quelle mesure ce processus pourrait au contraire être compatible avec un effort pour se libérer de nos progrès ?

Tandis que l'industrie de la reproduction artificielle de l'humain, voulue par la force des choses et par suite par la convoitise des marchands à la recherche de nouveaux débouchés, est désormais bien avancée, la *société du spectacle*, en fait de débat, n'eut rien de plus à mettre en scène que la factice excitation autour du mariage pour tous.

La religion progressiste libérale, qui est une idéologie de la mutation – au sens où il faut constamment remiser ce qui ne profite plus et inventer ce qui se conforme aux nouvelles exigences du progrès – vise désormais à faire abstraction de ce que l'être de l'humain était jusqu'à présent, en l'encourageant à adopter une existence hybride, fusionnant avec la machine. Même si le fantasme d'un *homme nouveau* n'est pas étranger à



l'idéologie fasciste, ceci ne cadre pas entièrement avec elle. De fait l'eugénisme fasciste consistait jusque là à reproduire les êtres pour les conformer à un modèle aryen. Il s'agit désormais de bien autre chose puisque le transhumanisme propose l'ultime affranchissement de l'être vis-à-vis des contraintes liées à son état naturel. L'être à venir pourra être n'importe quoi qui puisse s'accorder avec les intérêts du capital. Assurément le fascisme devra s'y faire.

---

## Conclusions

Ce qui au terme de ces brèves réflexions semble le plus approprié pour caractériser l'idéologie fasciste qui règne au sein de la société de masse, c'est une forme d'abêtissement, dans le sens d'une confusion de la pensée. Et cette confusion par l'intérêt qu'elle offre de dissimuler certaines vérités se trouve largement entretenue.

Une des vérités qui tend à s'estomper est que, pour une grande part, l'être humain pour se construire harmonieusement a besoin de paix et de stabilité, tandis que les forces à l'œuvre de plus en plus violentes, exigent une perpétuelle transformation des conditions de vie pour faire la place au développement de la puissance. Cette exigence est contradictoire avec la nécessité même de se situer, de comprendre, de prendre position, de se déterminer à un engagement qui dure plus de quelques jours, et qui exige donc un certain ancrage dans le temps et dans l'espace.

La situation actuelle pensée avec les anciennes catégories des démocraties libérales qui s'opposeraient à des régimes fascistes autoritaires est pleine de contradictions. Nous nous sommes donc sans doute trop illusionnés sur l'opposition de ces catégories. Dans l'une comme dans l'autre, l'intérêt bien compris des humains est bafoué. Mieux vaut adopter le point de vue que l'un et l'autre de ces régimes sont par essence intimement liés et lorsque les conditions l'imposent ou le permettent, interchangeables. C'est ainsi par exemple que l'idéologie fasciste gagnant du terrain (notamment en matière de diabolisation manichéenne d'un ennemi

intérieur ou extérieur), les représentants de la *dictature démocratique machinale* commencent à empiéter sur ce terrain tout en prétendant s'en démarquer.

On peut faire remonter la cause de la tare congénitale des sociétés de masse occidentales à des origines plus anciennes comme cela a été esquissé dans ce texte. Cette maladie provient de l'abstraction des êtres à leur ancrage individuel et collectif au monde. La société, au lieu de laisser s'épanouir les êtres dans un tissu de relations naturelles, les a enfermés dans des constructions artificielles mythiques et institutionnelles, façonnées par l'intérêt dominant. Qu'elle ait été portée par la religion chrétienne ou par la religion libérale qui en est issue, elle ne leur a proposé qu'illusions et consolations en lieu et place d'une vie véritable.

En réalité dans l'Occident qui s'étend sans fin, cela fait longtemps que les individus ont perdu tout ce dont ils ont le plus besoin ; et l'homme moderne occidentalisé semble y renoncer chaque jour davantage.

Ce que nous constatons donc au terme de deux siècles de progrès de la rationalité des affaires, c'est que la gouvernance libérale et progressiste mène inexorablement à une forme ou une autre de fascisme et que cela est inscrit dans les gènes d'une société qui ne veut rien savoir, parce qu'elle ne peut rien savoir, tout entière vouée à la croissance massive du capital et à la perpétuelle mise en œuvre des nouvelles conditions qui y participent.

Une vérité que le peuple de gauche devrait prendre le temps de méditer, c'est que depuis plus d'un siècle et demi, la gauche s'est constamment intégrée dans les forces du progrès du déracinement, le mal principal des sociétés modernes. Du fait que la contestation, pas plus que les pouvoirs en place, n'ont pris en compte le

besoin humain d'un enracinement, il n'a quasiment pas existé d'échappatoire collectif à la montée de la pression sociale qui accélère le déracinement.

Que les intellectuels de gauche puissent, après tous les échecs révolutionnaires, soutenir que ce sera finalement l'accélération du progrès qui permettra d'échapper à l'emprise capitaliste, en dit long sur la confusion généralisée et notamment sur l'incapacité de la gauche à imaginer sortir de la société de masse. Or une société de plusieurs millions d'âmes est tout simplement ingouvernable dans le respect des intérêts humains, de même qu'une mégapole ne peut être nourrie correctement. La Société, en tant que masse abstraite, substitue à l'intérêt commun, un intérêt général. Cette dérive rompt le lien entre l'activité à laquelle les humains sont tenus et la réalisation de leurs besoins. Cela mène à idolâtrer la grandeur et la démesure d'une création sociale abandonnée au pouvoir dominant qui n'a de cesse que de produire des esclaves dociles. Ainsi se constitue le terreau nécessaire au fascisme.

Un facteur favorisant cette maladie provient de la nature anti-démocratique de la démocratie représentative dans laquelle la population est conduite à délaissier progressivement les prérogatives qui en principe reviendraient à des êtres libres.

Pour s'extirper de cette situation sans doute est-il d'abord nécessaire de prendre conscience du caractère totalitaire et mortifère de cette société, quand bien même cela paraîtrait pénible à admettre. Il est également impératif de reconnaître cette évidence que les représentants et institutions de la *dictature démocratique machinale* sont dans l'incapacité d'entreprendre quoi que ce soit dans ce sens puisque leur situation repose sur l'adhésion à ses principes et leur soumission à l'ordre dominant.

Il convient ensuite de mettre ses actes en conformité avec cette prise de conscience. Face à une situation historique où le danger est avéré de voir nombre d'espèces vivantes englouties dans le ventre de la machine, chacun doit prendre ses responsabilités. Pour qui a pris la mesure de la gravité de ce qui arrive, le dilemme dans le fond n'est pas si cornélien : accepter de devenir n'importe quoi ou tenter d'exister sans chercher à dépasser l'humain. Il est surprenant de constater que beaucoup de contemporains se figurent pouvoir éviter de se situer dans ce combat vital, comme si l'histoire se déroulait sans eux.

Dans le fond, pour qui aspire à rester humain au moment même où l'humain pourrait bien disparaître, la nécessité et l'évidence de l'engagement ne font pas de doute. Qui est habité d'un sens de la justice ne se posera pas longtemps de questions avant de rejoindre les forces du *combat vital* qui émergent, notamment sur ces ZAD que le pouvoir a fini par reconnaître comme les composantes les plus avancées de son opposition.

Il n'y a pas d'argumentation antifasciste à tout faire valable en tout lieu et en toute époque. Pour empêcher l'herbe de pousser là où elle est semée, il faudra patiemment retravailler le terrain. Contrairement à ce qui a été colporté, les occupants de la ZAD du Testet et les personnes qui les ont soutenus n'ont eu de cesse d'en appeler au dialogue et aux rencontres. Pour nous, ce qui est visé est la construction d'un avenir commun dans lequel chacun peut se projeter. Il importe donc de créer des passerelles entre nous pour renouer avec la possibilité de s'écouter, de comprendre à quoi nous sommes confrontés et comment s'entendre pour y faire face.

Vouloir changer véritablement, c'est opérer des ruptures dans son emploi du temps, vouloir se reprendre en main au lieu de se laisser gouverner par une raison étrangère. Pour renouer avec des pratiques salutaires nous devons nous tourner vers nos voisins, nos proches, vers nous-mêmes et voir là où nous sommes comment restaurer les conditions pratiques d'une destinée commune. C'est précisément ce qui se joue sur les ZAD même si cela ne va pas de soi.

L'antique question qui examine comment une communauté humaine pourrait tenir et sur quelles bases, reste une question tout à fait entière et d'une certaine manière peu de progrès ont été fait depuis un siècle. Cette question est celle qui est au centre des préoccupations des personnes qui vivent et soutiennent les ZAD.

Les lumières d'aujourd'hui, si elles doivent nous permettre d'entrevoir une transformation radicale du système social, nous préviennent d'emblée que cela ne pourra advenir sans se défaire de tout ce qu'il y a de massif dans la conduite des hommes. Il s'agit de sortir de la *société du spectacle* pour instaurer de véritables échanges et réinventer entre humains non séparés par un médium, les possibilités de constituer des forces politiques locales qui résistent à ce qui colonise le territoire.

Là encore la recherche d'autonomie qui s'expérimente sur les ZAD est une précieuse ouverture vers un horizon qui déchire l'obsession totalitaire des progrès de l'enfermement.

Le fascisme ne pouvant exister que dans une société de masse, pour s'en éloigner il est logique de vouloir opérer une re-localisation de la vie sociale et de la production de nos besoins primaires. Faire Commune

— s'organiser concrètement, localement avec pour visée un intérêt commun — permet de retrouver une force collective à l'échelle humaine et donc à notre mesure. Travailler physiquement ensemble au consensus permet de désamorcer les peurs et confusions qui sont au cœur du fascisme.

Il n'est pas question de nier en bloc certains apports de la culture occidentale, mais de reprendre à la base son étude et de séparer ce qui bénéficie à l'homme, considéré comme individu et ce qui est de nature à fournir des armes contre lui à une société abstraite qui s'en est trop entièrement remise au pouvoir des artifices. Chercher à développer les premiers éléments au détriment des seconds. Comprendre le jeu d'obligations et de contraintes qui ordonnent la vie humaine articulée à un monde naturel. Faire tout ceci à travers une coopération méthodique de tous, puissants et faibles, en vue d'une décentralisation progressive de la vie sociale et de son organisation matérielle.

Peu importe que cela soit pour l'instant un idéal inatteignable, c'est ce vers quoi il nous est indispensable de cheminer. Celle qui a entrepris ce cheminement connaît bien le sentiment apaisant qui en découle et combien les frustrations d'une existence morne s'éloignent.

## **Tant qu'il y aura des bouilles**

### **COMMUNIQUÉ**

*Considérant les ravages occasionnés par les pouvoirs en place, au premier rang desquels la colonisation des territoires, l'enfermement de la vie biologique, la confiscation des responsabilités de l'organisation de la vie collective, le mouvement Tant qu'il y aura des bouilles, constitué les 12 et 13 octobres 2013 à la Métairie Neuve de la zone humide du Testet, et immédiatement en action, proclame :*

*1) Qu'au regard des intérêts humains, le projet de barrage du Testet ne possède ni raison d'être ni fondement légitime.*

*2) Que le processus qui a conduit aux arrêtés de déclaration d'intérêt général et d'utilité publique met en évidence, comme pour la plupart des grands projets inutiles et imposés, la collusion d'intérêts privés et d'intérêts des dirigeants des pouvoirs publics.*

*3) Qu'en conséquence il est plus que temps pour toutes celles qui entendent assumer des responsabilités historiques de s'opposer au cours aberrant des choses qui généralement nous échappe.*

*Tant qu'il y aura des bouilles appelle donc à la tenue régulière d'une assemblée populaire sur la zone humide du Testet. Il s'agira de s'émanciper des formes de*



*gouvernance oppressive et de délibérer des questions qui en principe dans une démocratie reviennent aux citoyens.*

*Dans un premier temps rendez-vous est donné les 2 et 3 novembre pour poursuivre nos actions constitutives.*

*Tant qu'il y aura des bouilles appelle également à rejoindre la marche qui aura lieu vers la préfecture de Toulouse le 9 novembre pour s'opposer au projet des portes de Gascogne.*

*Nous appelons enfin la population à nous rejoindre les 10 et 11 novembre sur la zone à défendre du Testet. Une marche aura lieu le 10 au matin, au départ de Gaillac jusqu'au Testet ; elle empruntera les chemins de randonnée quelque peu délaissés.*

*La suite de ces nouvelles rencontres sera consacrée à des visites exploratoires des lieux, à des sorties botaniques et à la réalisation de la flore du Testet. Sans parler de tout le reste qui sera convivial et réjouissant.*

*Communiqué approuvé au consensus dans la soirée ensoleillée du dimanche 13 sur la zone humide du Testet.*

---

## Éléments de bibliographie

*Sur le fascisme* de Daniel Guérin

*Qu'est-ce que le fascisme ?* d'Emilio Gentile, 2002

*Le Fascisme et les Paysans* de Georges Canguilhem  
(comité de vigilance des intellectuels anti-fascistes), 1935

*L'Enracinement* de Simone Weil, 1943

*Commentaires sur la société du spectacle* de Guy Debord,  
1988

*In girum imus nocte et consumimur igni* de Guy  
Debord, 1978

*Le Fascisme en action* de Robert Paxton, 2004

*Terreur et possession* de Pièces et Main d'œuvre, 2008

Revue Z, numéro 7, « Grèce & Thessalonique »,  
printemps 2013

*Aux ZAD citoyens* de l'Observatoire de l'évolution, 2014